



# **Bulletin Economique et Statistiques**

**N°27**



Liste des tableaux.....	5
Liste des graphiques.....	7
Liste des sigles et abréviations.....	9
Avant-propos.....	11

## **I. EVOLUTIONS ECONOMIQUES, MONETAIRES ET FINANCIERES RECENTES.....13**

1. Environnement international.....	13
2. Secteur réel de la CEMAC.....	18
3. Balance des paiements et compétitivité.....	23
4. Finances publiques et endettement.....	26
5. Monnaie et crédit.....	27
6. Marchés monétaire et des titres publics.....	29
7. Réserves des banques.....	34
Annexes.....	35



Liste des tableaux.....	5
Liste des graphiques.....	7
Liste des sigles et abréviations.....	9
Avant-propos.....	11

## I. EVOLUTIONS ECONOMIQUES, MONETAIRES ET FINANCIERES RECENTES.....13

1. Environnement international.....	13
2. Secteur réel de la CEMAC.....	18
3. Balance des paiements et compétitivité.....	23
4. Finances publiques et endettement.....	26
5. Monnaie et crédit.....	27
6. Marchés monétaire et des titres publics.....	29
7. Réserves des banques.....	34
Annexes.....	35



# LISTE DES GRAPHIQUES

G1 : Taux de croissance réelle des pays industrialisés. . . . .	14
G2 : Taux de croissance réelle des pays en développement. . . . .	14
G3 : Cours du pétrole . . . . .	15
G4 : Cours des produits agricoles d'exportations. . . . .	15
G5 : Cours des métaux non précieux . . . . .	15
G6 : Indice composite des cours des produits de bases exportées par la CEMAC . . . . .	15
G7 : Cours moyen mensuel de l'euro . . . . .	16
G8 : Cours moyen mensuel de l'euro (suite) . . . . .	16
G9 : PIB nominal des pays de la CEMAC . . . . .	19
G10 : Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC . . . . .	22
G11 : Contribution absolue des fonctions de consommation à l'indice des prix à la consommation de la CEMAC . . . . .	22
G12 : Evolution du TCER/TCEN . . . . .	25
G13 : Evolution de l'indice composite du TCER. . . . .	25
G14 : Evolution comparée des taux de facilité de prêt marginal de la BCE et de la BEAC. . . . .	29
G15 : Evolution comparée du TIAO et du taux d'appels d'offres de la BCE. . . . .	29
G16 : Evolution de la structure des réserves des banques de la CEMAC .	33
G17 : Evolution du volume des interventions de la BEAC sur le marché monétaire de la CEMAC . . . . .	33

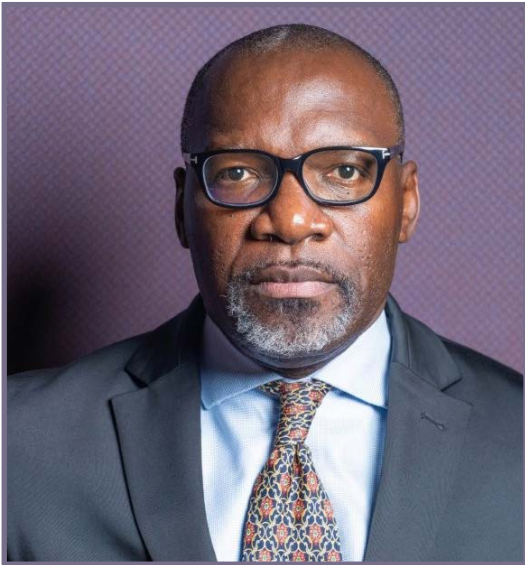


## LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>BCC</b>	:	Banque Centrale du Congo
<b>BCE</b>	:	Banque Centrale Européenne
<b>BCEAO</b>	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
<b>BDEAC</b>	:	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
<b>BEAC</b>	:	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
<b>BES</b>	:	Bulletin Economique et Statistiques
<b>BCN</b>	:	Banque Centrale du Nigéria
<b>BdC</b>	:	Banque du Canada
<b>BoE</b>	:	<i>Bank of England</i>
<b>BoJ</b>	:	<i>Bank of Japan</i>
<b>CEMAC</b>	:	Commission Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
<b>CPM</b>	:	Comité de Politique Monétaire
<b>FALB</b>	:	Facteurs Autonomes de Liquidité Bancaire
<b>FED</b>	:	<i>Federal Reserve</i>
<b>FMI</b>	:	Fonds monétaire international
<b>ICAE</b>	:	Indice Composite de l'Activité Economique
<b>LPR</b>	:	<i>Loan Prime Rate</i>
<b>PIB</b>	:	Produit Intérieur Brut
<b>SARB</b>	:	<i>South African Reserve Bank</i>
<b>TCER</b>	:	Taux de Change Effectif Réel
<b>TCEN</b>	:	Taux de Change Effectif Nominal
<b>TCM</b>	:	Taux Créditeur Minimum
<b>TIAO</b>	:	Taux d'Intérêt des Appels d'Offres
<b>TIMP</b>	:	Taux Interbancaire Moyen Pondéré
<b>UEMOA</b>	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>WEO</b>	:	<i>World Economic Outlook</i>



# AVANT-PROPOS



Au troisième trimestre 2025, la croissance mondiale est restée atone malgré une légère révision à la hausse des perspectives à court terme. La désinflation s'est poursuivie, sous l'effet du recul des prix de l'énergie, dans un environnement de risques toujours élevés et des pressions continues liées aux tensions géopolitiques et commerciales.

Ainsi, selon les Perspectives de l'économie mondiale, mises à jour en octobre 2025 par le Fonds monétaire international (FMI), la croissance mondiale devrait s'établir à 3,2 % en 2025 et 3,1 % en 2026, contre 3,3 % en 2024.

S'agissant des évolutions récentes de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), l'Indice Composite des Activités Economiques (ICAE) est revenu de 5,9 % au troisième trimestre 2024 à 2,4 % un an plus tard, après 3,3 % au deuxième trimestre 2025.

Pour l'année 2025, les prévisions des Services de la BEAC, mises à jour en novembre, mettent en exergue: i) un ralentissement de la croissance sous-régionale à 2,4 %, contre 2,7 % en 2024, en lien avec des activités non pétrolières moins fermes qu'attendu, qui ne suffiraient pas à compenser la baisse des activités pétrolières et gazières (- 1,2 %, après - 0,3 % en 2024) ; ii) une atténuation des pressions inflationnistes, avec un taux d'inflation qui passerait au-dessous de la norme communautaire, à 2,2 %, contre 4,1 % en 2024 ; iii) une légère amélioration du solde budgétaire, base engagements, hors dons, passant de -1,6 % du PIB en 2024 à - 1,4 % du PIB en 2025 ; et iv) une dégradation du solde du compte courant, dons officiels compris, à - 2,9 % du PIB, contre 0,3 % en 2024, qui résulterait principalement du recul des exportations pétrolières. La masse monétaire devrait quant à elle augmenter de 5,1 % à 21 977,7 milliards.

A moyen terme, les projections des Services de la BEAC anticipent une consolidation de la croissance dans la CEMAC entre 2026 et 2028, avec une croissance du PIB réel s'établissant à 4,6 % en 2026, 3,1 % en 2027 et 3,5 % en 2028. Cette progression serait principalement due à la résilience du secteur non-pétrolier, en lien avec les efforts croissants en faveur de la diversification des économies des six pays, notamment dans les secteurs agricoles, miniers, manufacturiers et des services. L'inflation moyenne passerait au-dessous de la cible communautaire de 3 %, soit 2,2 % en 2025, 2,7 % en 2026 et 2,5 % en 2027 et 2,3 % en 2028. Le taux de couverture extérieure de la monnaie et les réserves de change en mois d'importations des biens et services se situeraient en moyenne sur la période respectivement à 72,4 % et 4,2.

Quant aux autres comptes macro-économiques, ils devraient présenter des tendances variées à moyen terme comme suit : i) le solde budgétaire (hors dons) reviendrait à - 1,0 % du PIB en moyenne annuelle sur la période 2026-2028, ce qui représente une amélioration par rapport au déficit de 1,3 % du PIB attendu en 2025 ; ii) le solde extérieur courant, dons inclus, se dégraderait progressivement à - 3,1 % du PIB en 2026, - 2,5 % en 2027 et - 3,3 % en 2028 ; et iii) une hausse en moyenne annuelle de plusieurs agrégats monétaires entre 2026 et 2028 : masse monétaire (+9,7 %), avoirs extérieurs nets du système monétaire (+13,0 %) et crédits à l'économie (+10,4 %).

Ce vingt-septième numéro du Bulletin Economique et Statistiques (BES) diffusé par la BEAC, présente les évolutions économique, monétaire et financière internationale et sous-régionale au troisième trimestre de l'année 2025.

**Evrard Ulrich MOUNKALA**  
**Président du Comité de Validation**



# I. EVOLUTIONS ECONOMIQUE, MONETAIRE ET FINANCIERE RECENTES

## 1. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Selon les Perspectives de l'économie mondiale, mises à jour en octobre 2025 par le FMI, la croissance mondiale devrait s'établir à 3,2 % en 2025 et 3,1 % en 2026, contre 3,3 % en 2024.

S'agissant du commerce international, le taux de croissance du volume des échanges devrait ralentir à 2,6 % en 2025, puis 1,9 % en 2026, contre 3,5 % en 2024 dans un contexte d'incertitudes et de tensions commerciales. Sur le front des prix, au troisième trimestre 2025, l'inflation mondiale devrait poursuivre sa trajectoire descendante entamée depuis 2024, mais à un rythme plus lent que prévu. À moyen terme, le FMI anticipe la poursuite de cette baisse, alimentée par la normalisation des marchés de l'emploi et la modération continue des prix de l'énergie. Le taux d'inflation mondial reviendrait de 5,8 % en 2024 à 4,2 % en 2025 et 3,7 % en 2026.

### 1.1 Activité économique

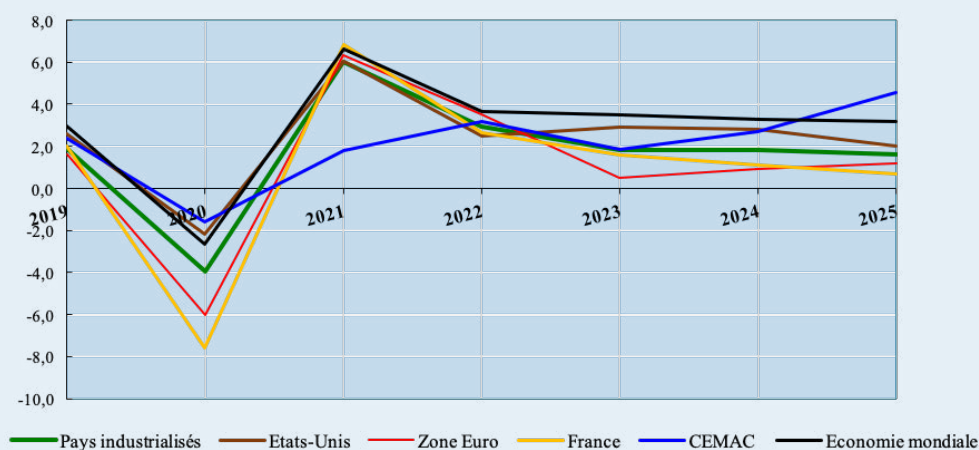
#### T1 : Principaux indicateurs de l'environnement international

INDICATEURS (en %, sauf indication contraire)	2023	2024	2025	2026
Taux de croissance				
Economie mondiale	3,5	3,3	3,2	3,1
Pays avancés	1,8	1,8	1,6	1,6
États-Unis	2,9	2,8	2,0	2,1
Zone Euro	0,5	0,9	1,2	1,1
Pays émergents et en développement	4,7	4,3	4,2	4,0
Chine	5,4	5,0	4,8	4,2
Inde	9,2	6,5	6,6	6,2
Russie	4,1	4,3	0,9	1,0
Afrique Sub-saharienne	3,6	4,1	4,1	4,4
Nigeria	2,9	4,1	3,9	4,2
Afrique du Sud	0,8	0,5	1,1	1,2
Taux de croissance du commerce mondial	1,0	3,5	3,6	2,3
Prix du baril de pétrole <sup>1</sup> (dollar/baril)	82,3	79,9	68,18	63,33
Taux d'inflation				
Economie mondiale	6,6	5,8	4,2	3,7
Pays avancés	4,6	2,6	2,5	2,2
Pays émergents et en développement	8,0	7,7	5,4	4,5
Pays d'Afrique subsaharienne	12,0	20,3	13,1	10,9

1 Le cours du pétrole est basé sur la moyenne des cours pour les qualités suivantes : Brent du Royaume-Uni, Dubaï et WTI.

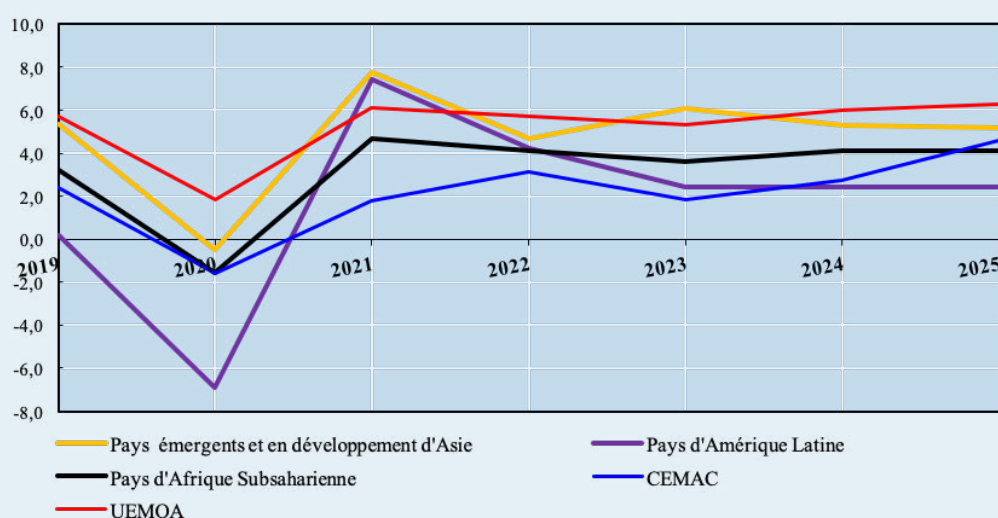
Source : Perspectives de l'Économie Mondiale du FMI (mises à jour d'octobre 2025)

## G1 : Taux de croissance réelle des pays industrialisés



Source : Perspectives de l'Économie Mondiale du FMI (mises à jour d'octobre 2025)

## G2 : Taux de croissance réelle des pays en développement

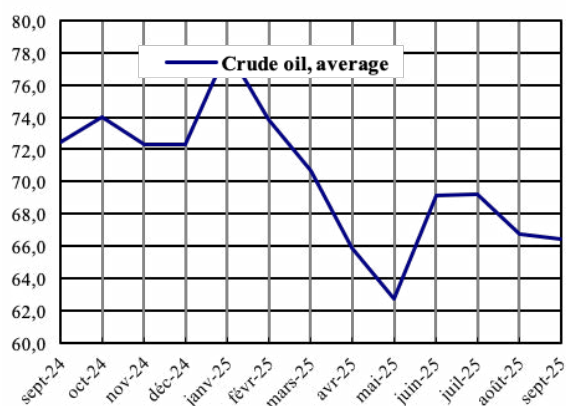


Source : Perspectives de l'Économie Mondiale du FMI (mises à jour d'octobre 2025)

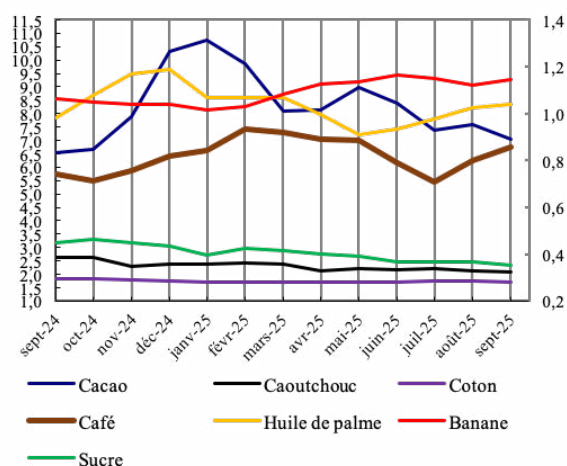
## 1.2 Marché des produits de base

Au troisième trimestre 2025, les cours mondiaux des principales matières premières exportées par les pays de la CEMAC se sont à nouveau repliés, poursuivant la tendance observée au deuxième trimestre 2025. Tiré principalement par la baisse des produits non énergétiques, l'indice composite des cours des produits de base (ICCPB) exportés par les pays de la CEMAC en glissement trimestriel a régressé de 4,7 %, après un repli de 9,0 % au trimestre précédent. Les cours des produits énergétiques se sont accrus, affichant une progression moyenne de 1,3 %, après un recul de 12,4 % au deuxième trimestre 2025, en liaison avec la reprise à la hausse des cours du baril de pétrole, compensant le repli des cours du gaz naturel. L'indice des cours des produits de base, hors produits énergétiques, quant à lui, s'est replié de 8,0 %, après une baisse de 5,7 % au trimestre passé, principalement en lien notamment avec le recul des prix sur les marchés des produits agricoles (- 10,3 %, après une baisse de 7,9 % au deuxième trimestre 2025). En termes de contribution, la dynamique de l'indice global des cours des produits de base exportés par les pays de la CEMAC a été dominée par l'évolution des prix des produits non énergétiques (4,1 points), tandis que les produits énergétiques ont contribué à hauteur de 0,6 point.

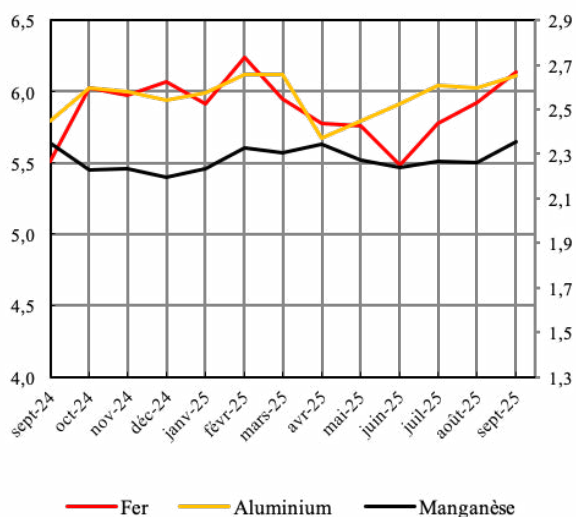
### G3 : Cours du pétrole



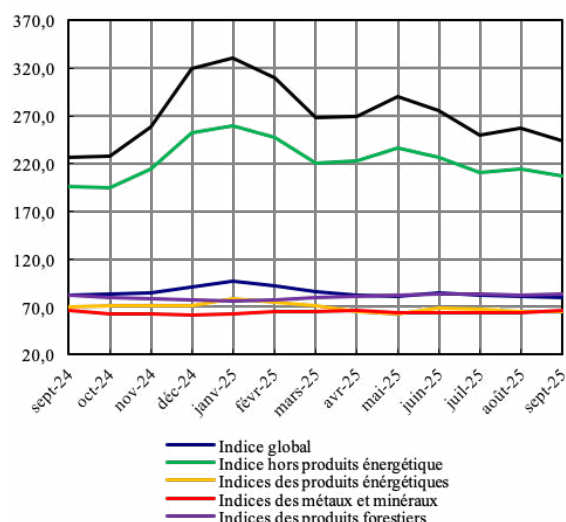
### G4 : Cours des produits agricoles d'exportations



### G5 : Cours des métaux non précieux



### G6 : Indice composite des cours des produits de bases exportés par la CEMAC (Base 100 : janvier 2012)



Source : BEAC, à partir des données de la Banque Mondiale (octobre 2025)

## 1.3 Marché des changes

Sur le marché des changes, au troisième trimestre 2025, le taux de change effectif nominal de l'euro, mesuré par rapport aux devises des 42 principaux partenaires commerciaux a enregistré une hausse de 1,95 %, contre une progression de 4,06 % au deuxième trimestre 2025. La monnaie commune s'est appréciée de 1,20 %, après une appréciation de 8,90 % au trimestre précédent, en raison des inquiétudes entourant les perspectives macroéconomiques dans la zone euro, et des divergences de politique monétaire entre la Banque Centrale Européenne et la Réserve fédérale américaine. Concernant les taux de change bilatéraux vis-à-vis des autres grandes devises, notamment dans celles des pays avancés, l'euro s'est apprécié vis-à-vis du dollar canadien (1,70 %), du yen japonais (4,48 %) et de la livre sterling (2,22 %). À l'inverse, il s'est déprécié de 1,58 % vis-à-vis du real brésilien, de 0,88 % vis-à-vis du rand sud-africain, et de 0,19 % par rapport au franc suisse, une valeur refuge traditionnelle, dans un contexte de prudence générale sur les marchés.

## G7 : Cours moyen mensuel de l'euro



Rand (RSA), Yuan (Chine) et Yen (Japon) : échelle de gauche

Source : BEAC, à partir des données de la Banque de France (novembre 2025)

### 1.4 Politique monétaire des autres Banques Centrales

Dans les principaux pays avancés et émergents, à l'exception des Etats-Unis et de la Banque Centrale du Canada qui ont procédé à l'assouplissement de leurs politiques monétaires, la plupart des Banques Centrales ont maintenu inchangés leurs politiques monétaires accommodantes.

Au Royaume-Uni, le Comité de Politique Monétaire de la Bank of England (BoE), lors de sa réunion du 05 novembre 2025, a décidé de laisser inchangé son taux directeur à 4,00 %. Cette décision vise à s'assurer que l'inflation est durablement ancrée sur une trajectoire de retour vers l'objectif de 2 %. Le Comité estime que les risques sont désormais mieux équilibrés entre une inflation persistante et une demande trop faible. En outre, la BoE a réaffirmé la poursuite de la réduction de son portefeuille d'obligations d'État.

Dans la zone euro, le Conseil des Gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé, lors de sa réunion du 30 octobre 2025, de laisser inchangés ses trois taux directeurs. Ainsi, le taux de la facilité de dépôt demeure à 2,00 %, celui des opérations principales de refinancement à 2,15 %, et celui de la facilité de prêt marginal à 2,40 %. En outre, le Conseil a poursuivi la réduction de ses portefeuilles d'actifs. Les portefeuilles du programme d'achats d'actifs (asset purchase programme, APP) et du programme d'achats d'urgence face à la pandémie (pandemic emergency purchase programme, PEPP) se sont contractés à un rythme mesuré et prévisible, car l'Eurosystème ne réinvestit plus les remboursements au titre du principal des titres arrivant à échéance.

La Banque du Japon ou la Bank of Japan (BoJ) a décidé, au cours de la réunion de son Comité de Politique Monétaire du 29-30 octobre 2025, de maintenir inchangé son taux au jour le jour sur le marché interbancaire à 0,50 % pour la cinquième fois consécutive, malgré une inflation persistante. Cette décision traduit la prudence de la BoJ face aux incertitudes économiques domestiques, et au besoin de s'assurer que les hausses de salaires sont suffisantes et durables. La BoJ a néanmoins réaffirmé sa stratégie de réduction progressive de son bilan en confirmant la cession de ses avoirs en titres immobiliers.

Le Conseil de la Banque du Canada (BdC) a décidé à l'issue de sa réunion du 29 octobre 2025 de réduire le taux cible du financement à un jour, de 25 points de base à 2,25 %. Le taux officiel d'escompte s'établit désormais à 2,5 %, et le taux de rémunération des dépôts à 2,20 %. Cette décision intervient dans un contexte où l'économie canadienne se contracte sous l'effet des mesures commerciales américaines et de l'incertitude. Les conséquences des droits de douane américains deviennent plus évidentes, modérant les investissements et les échanges commerciaux internationaux. La BdC juge que l'économie canadienne s'est affaiblie davantage et que l'inflation devrait rester proche de l'objectif de 2 %. Le Conseil a estimé que ce nouveau taux est approprié pour soutenir l'économie durant cette période d'ajustement, mais il se tiendra prêt à réagir si les perspectives économiques ou l'inflation changent.

Le Federal Open Market Committee (FOMC), lors de sa réunion du 29 octobre 2025, a décidé d'abaisser la fourchette cible de ses taux directeurs de 0,25 de point de pourcentage, la portant à 3,75 % - 4,00 %, dans un contexte de développement modéré de l'activité économique et de reprise de l'inflation. Le Comité est particulièrement attentif à l'équilibre des risques et juge que les risques de baisse pour l'emploi ont augmenté au cours des derniers mois. Aussi, le Comité a annoncé la fin de son programme de réduction de bilan le 1<sup>er</sup> décembre 2025. Le Comité a réitéré son engagement envers le double objectif de plein emploi et d'une inflation à 2 %.

En Chine, le 21 octobre 2025, le Comité de politique monétaire a maintenu ses principaux taux directeurs, dans le but de soutenir la reprise économique. Ainsi, le LPR à un an, qui constitue la référence des taux les plus avantageux que les banques peuvent offrir aux entreprises et aux ménages, est resté à 3 %. Le LPR à cinq ans, la référence pour les prêts hypothécaires est demeurée à 3,5 %. Par ailleurs, la Banque populaire de Chine ou la People Bank of China (PBOC) projette de mettre en œuvre des mesures de relance, notamment la réduction du taux de réserves obligatoires, afin de stimuler la demande intérieure.

En Afrique subsaharienne, les banques centrales ont entamé l'assouplissement de leurs politiques monétaires.

la Banque Centrale du Congo (BCC), réunit le 07 octobre 2025, a décidé d'assouplir sa politique monétaire en baissant ses taux directeurs. Ainsi, le taux directeur de la BCC est passé de 25,0 % à 17,5 %, soit une réduction de 750 points de base, et celui sur le facilité de prêt marginal a été ramené de 30,0 % à 21,5 %. Par ailleurs, les coefficients de réserves obligatoires pour les dépôts à vue et à terme en monnaie nationale sont restés inchangés à 12,00 % et 0,00 % respectivement, et ceux appliqués aux dépôts à vue et à terme en devises sont maintenus à 13,00 % et 12,00 % respectivement.

La Banque Centrale du Nigéria ou Central Bank of Nigeria (BCN) a décidé, au terme de sa réunion tenue le 23 septembre 2025, de réduire son principal taux directeur de 50 points de base, le portant à 27,00 %, face à la nécessité de soutenir les efforts de relance économique, dans un contexte de désinflation soutenue observée au cours des derniers mois. Le CPM a également décidé : i) d'ajuster le corridor, le passant + 500/- 100 à +250/-250 points de base autour du Monetary Policy Rate ; ii) de réduire le coefficient de réserves obligatoires (cash reserve requirement ou CRR) à 45,0 % ; iii) d'introduire un CRR de 75 % sur les dépôts du secteur public pour une gestion améliorée des liquidités ; et iv) de laisser inchangé le ratio de liquidité à 30,0 %. Cet assouplissement monétaire vise à offrir une marge de manœuvre suffisante pour soutenir la croissance tout en demeurant vigilante face à l'accumulation d'excès de liquidités dans le système bancaire.

La Banque de Réserve Sud-africaine (South African Reserve Bank ou SARB) a décidé, le 20 novembre 2025, d'abaisser son taux directeur de 25 points de base à 6,75 %, en raison de l'amélioration des perspectives d'inflation, désormais ciblée à 3 % à moyen terme, et à des risques de croissance équilibrés. La SARB a également revu légèrement à la baisse ses prévisions d'inflation pour 2025 et 2026, tout en relevant légèrement sa prévision de croissance pour 2025.

Le Comité de Politique Monétaire de la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a décidé à l'issue de sa réunion du 17 septembre 2025, de maintenir son principal taux directeur à 3,25 % et son taux sur le guichet de prêt marginal à 5,25 %. Le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques est resté également inchangé à 3,0 %. Cette décision intervient dans un contexte caractérisé par une inflation contenue et une amélioration des comptes extérieurs de la zone.

## 1.5 Politique monétaire de la BEAC

Le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire le 15 décembre 2025 à Yaoundé (République du Cameroun), après avoir analysé les évolutions économiques et financières à l'échelle internationale, caractérisées par des incertitudes persistantes, et au niveau sous-régional par : i) un retour du taux d'inflation en dessous de la norme communautaire de 3 % ; et ii) une tendance baissière de la position extérieure, a décidé de relever :

- ✓ le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres de 4,50 % à 4,75 % ; et
- ✓ le Taux de la facilité de prêt marginal de 6,00 % à 6,25 %.

En revanche, le Comité de Politique Monétaire a décidé de maintenir :

- ✓ le Taux de la facilité de dépôt à 0,00 % ; et
- ✓ les coefficients des réserves obligatoires à 7,00 % sur les exigibilités à vue et 4,50 % sur les exigibilités à terme.



## 2. SECTEUR REEL DE LA CEMAC

### 2.1 Activité économique récente

Au terme du troisième trimestre 2025, les données à haute fréquence recueillies par les Services de la BEAC ont montré la poursuite du ralentissement des activités du secteur productif dans la Sous-région. En effet, l'Indice Composite des Activités Economiques de la CEMAC (ICAE) est revenu en glissement annuel de 5,9 % troisième trimestre 2024 à 2,4 % un an plus tard, après 3,3 % au deuxième trimestre 2025. Cette dynamique est principalement liée au relatif attentisme des opérateurs économiques en particulier du Cameroun et dans une moindre mesure en République Centrafricaine dans un contexte d'élections présidentielles et locales. Par ailleurs, l'entrée des principales cultures (cacao, coton, etc.) dans la période soudure (inter-campagne) a accentué le ralentissement des activités.

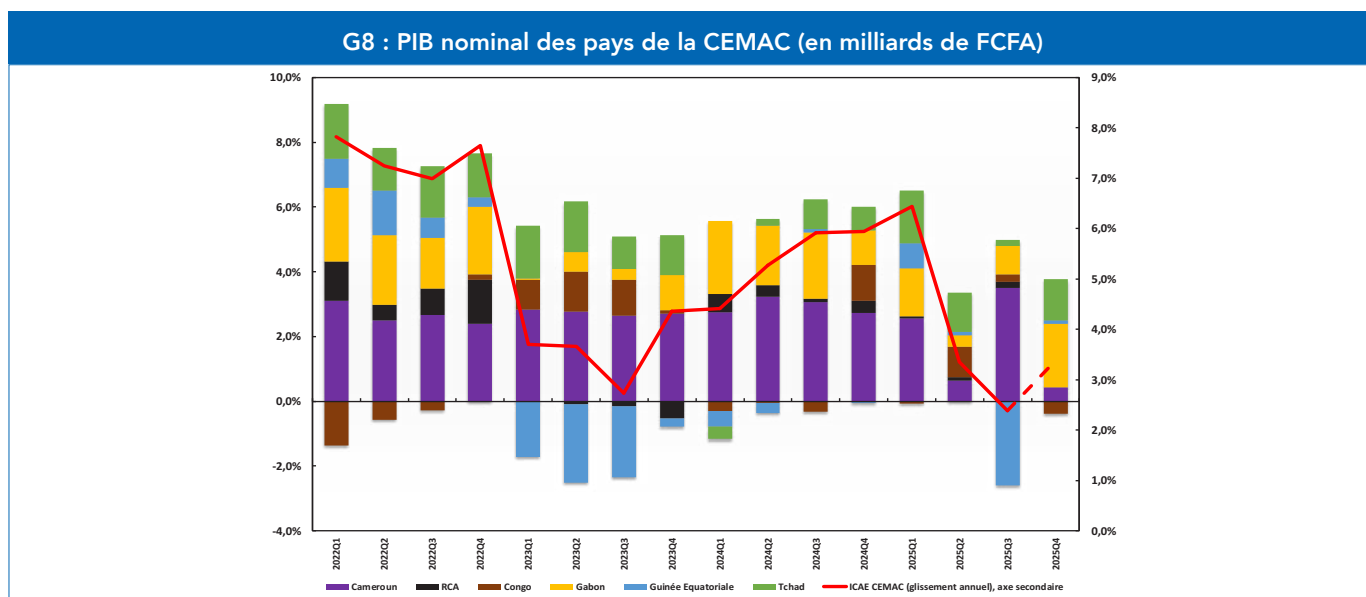
En outre, les industries extractives ont été marquées par le recul moins prononcé des activités du manganèse au Gabon, le ralentissement du dynamisme des activités de l'or (République Centrafricaine, Tchad, Gabon et Cameroun), et l'accroissement de la production des hydrocarbures de la Sous-région, après des travaux de maintenance effectués par les opérateurs pour accélérer les campagnes de forages le restant de l'année 2025, dans un contexte de déclin naturel des champs dans la Sous-région et du ralentissement des investissements observés depuis deux ans.

L'activité des industries manufacturières est demeurée en hausse, sous l'effet principalement des cimenteries dans la CEMAC qui ont su tirer profit d'importantes commandes publiques et privées destinées à la finition des travaux sur l'année 2025.

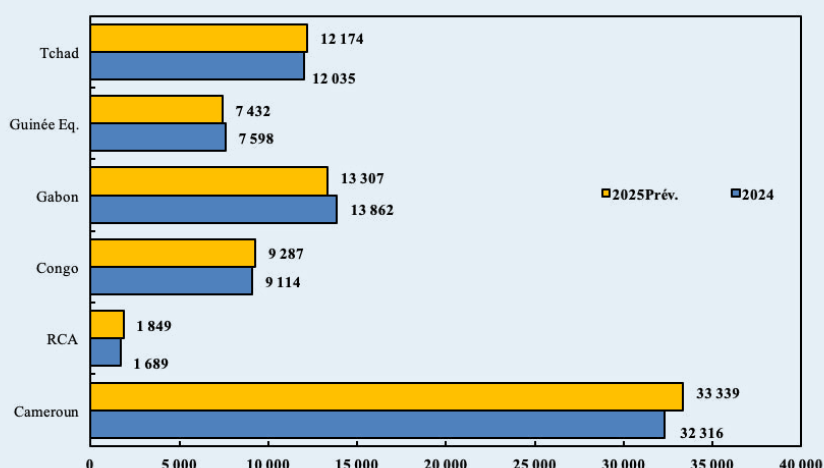
Par ailleurs, les activités de la branche sylvicole ont été moins dynamiques, en raison des contraintes liées aux coûts logistiques importants supportés par les opérateurs, en lien avec la dégradation des infrastructures de transport durant la saison des pluies, conjuguée avec les prix toujours élevés du gasoil dans la CEMAC et une contraction de la demande asiatique. De plus, les transports aériens et portuaires et les télécommunications ont été en hausse sur la période, entretenant le dynamisme des services marchands. Enfin, l'embellie dans le commerce s'est estompée, en raison notamment de l'accalmie observée au niveau de l'exploitation du cacao et de l'or, générant moins de revenus aux ménages.

### 2.2 Perspectives macroéconomiques à court terme

Au terme de deux trimestres consécutifs de ralentissement, après un bond au premier trimestre 2025, le rythme de progression des activités du secteur productif de la CEMAC s'accélérait au quatrième trimestre 2025. Cette dynamique devrait pour l'essentiel bénéficier de la hausse de la production des hydrocarbures et de la bonne tenue des activités de l'agriculture d'exportation, principalement le cacao, en dépit du recul des cours. Toutefois, les opérateurs économiques demeureraient attentistes au Cameroun, et en République Centrafricaine, en lien avec les différents scrutins électoraux. Les activités minières continueraient de reculer, en raison des performances décevantes réalisées dans l'exploitation du manganèse au Gabon, non compensées par l'embellie de l'or en République Centrafricaine, au Tchad et, dans une moindre mesure au Gabon et au Cameroun. Les cimenteries soutiendraient la hausse des industries manufacturières, en lien principalement avec la forte demande des matériaux de construction pour la finalisation des travaux commandés par les secteurs public et privé pour l'année 2025. Au final, au quatrième trimestre 2025, l'ICAE de la CEMAC progresserait de 3,4 % en glissement annuel (après 2,4 % un trimestre plus tôt), contre 5,9 % un an auparavant.



Source : BEAC



Source : BEAC

## T2 : Contributions à la croissance de la CEMAC (en pourcentage)

	Secteur primaire			Secteur secondaire			Secteur tertiaire			Taxes nettes sur les produits		
	2023	2024	2025	2023	2024	2025	2023	2024	2025	2023	2024	2025
		Estim.	Prev.		Estim.	Prev.		Estim.	Prev.		Estim.	Prev.
Cameroun	0,4	0,6	0,5	0,4	0,3	0,7	2,3	2,3	1,6	0,2	0,3	-0,1
République Centrafricaine	0,6	1,1	1,2	0,3	-1,9	0,2	0,2	2,3	1,7	-0,4	0,7	0,1
Congo	0,5	0,5	0,2	-1,8	-0,5	1,6	3,4	2,3	1,7	-0,7	-0,7	-0,6
Gabon	0,0	0,1	0,2	2,4	4,0	2,0	0,0	-1,4	0,1	-0,1	0,5	0,1
Guinée Equatoriale	-0,1	0,0	0,0	-12,0	0,2	0,1	6,2	0,4	-0,7	0,0	0,1	0,1
Tchad	0,6	3,3	1,6	2,1	0,3	-0,1	1,0	-1,3	1,7	0,3	0,3	0,1
CEMAC	0,3	0,9	0,6	-0,7	0,8	0,8	2,2	0,9	1,1	0,0	0,2	-0,1

Source : BEAC

### 2.3 Prix

Au troisième trimestre 2025, le taux d'inflation sous-régional a continué de ralentir, pour passer en dessous du seuil communautaire. Ainsi, en moyenne annuelle, il est revenu de 4,3 % en septembre 2024 à 2,8 % en septembre 2025. De même, en glissement annuel, le taux d'inflation a reculé à 1,4 % en septembre 2025, contre 4,1 % un an auparavant.

Les facteurs à l'origine de la dynamique des prix dans la CEMAC demeurent notamment, sur le plan externe, la poursuite du redressement du coût du fret maritime depuis le début de l'année 2025, après une hausse exceptionnelle en 2024, le recul des prix de l'énergie qui a principalement contribué au ralentissement de l'inflation des pays partenaires, ainsi que la baisse des prix de l'ensemble des produits alimentaires, notamment les produits laitiers et la viande. En revanche, le renchérissement des importations camerounaises et tchadiennes en provenance du Nigéria, entamée en juin 2025, en lien avec la l'appréciation progressive du naira par rapport au F CFA a atténué cette dynamique de l'inflation importée.

Sur le plan interne, la décélération de l'inflation dans la CEMAC s'est intensifiée, en rapport avec la normalisation des prix des services de transport, et le ralentissement plus prononcé des prix des produits alimentaires, en lien avec les bonnes campagnes agricoles au Congo, en Guinée-Equatoriale, au Tchad et dans une moindre mesure au Cameroun.

Par fonction de consommation, l'évolution de l'inflation en glissement annuel a été tirée à fin septembre 2025 par la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » qui a contribué à hauteur de 0,9 point (après 1,1 point en juin 2025), contre 2,2 points un an auparavant. La fonction « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » a enregistré une participation à l'inflation de 0,3 point, comme en juin 2025, contre 0,1 point en septembre 2024, devant la fonction « transport » (contenant le poste lié aux prix des carburants) qui est resté à 0,1 point, après 0,9 point un an plus tôt.

### T3 : Taux d'inflation sur les 12 derniers mois

Variation en moyenne annuelle de l'Indice des Prix à la Consommation

	sept-24	oct-24	nov-24	déc-24	janv-25	févr-25	mars-25	avr-25	mai-25	juin-25	juil-25	août-25	sept-25
Cameroun	4,9	4,7	4,6	4,5	4,5	4,4	4,3	4,3	4,2	4,1	4,0	4,0	3,8
République Centrafricaine	1,2	1,0	1,3	1,5	1,7	2,0	2,1	2,1	2,2	2,2	2,1	2,1	2,0
Congo	3,4	3,2	3,0	3,1	3,3	3,6	4,0	4,2	4,2	4,0	3,8	3,6	3,6
Gabon	1,6	1,4	1,3	1,2	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,1	1,3	1,4	1,6
Guinée-Equatoriale	3,0	3,1	3,2	3,4	3,4	3,4	3,5	3,4	3,3	3,1	3,0	2,9	2,8
Tchad	5,4	-4,9	-3,5	-1,6	0,3	5,3	5,0	4,6	3,7	2,7	1,5	0,7	-0,2
CEMAC	4,3	4,2	4,1	4,1	4,1	4,0	4,0	3,9	3,7	3,5	3,2	3,1	2,8
UEMOA	3,4	3,5	3,5	3,5	3,6	3,6	3,7	3,5	3,2	2,9	2,4	2,1	1,7
Zone Euro	2,5	2,4	2,4	2,4	2,3	2,3	2,3	2,3	2,2	2,2	2,1	2,1	2,2
France	2,9	2,6	2,5	2,3	2,2	2,0	1,9	1,8	1,6	1,4	1,3	1,2	1,1
Etats-Unis	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,0	2,0	2,0	2,0	2,1	2,2	2,3

Sources : FMI, Administrations nationales et BEAC

Variation en glissement annuel de l'Indice des Prix à la Consommation

	sept-24	oct-24	nov-24	déc-24	janv-25	févr-25	mars-25	avr-25	mai-25	juin-25	juil-25	août-25	sept-25
Cameroun	4,4	4,4	4,3	5,0	5,3	4,0	3,7	3,5	3,3	3,2	3,4	3,2	2,8
République Centrafricaine	1,7	1,2	4,4	4,2	3,3	2,7	1,8	1,1	1,9	1,2	0,4	1,1	0,7
Congo	2,5	2,1	2,5	6,3	5,9	6,1	6,6	5,0	3,3	1,1	0,8	1,7	2,0
Gabon	0,4	0,7	1,1	0,9	1,1	1,5	1,5	1,5	1,7	2,0	2,3	2,2	2,1
Guinée-Equatoriale	3,2	3,7	3,7	3,4	2,8	2,6	3,6	3,0	2,0	2,6	1,9	2,1	2,0
Tchad	7,1	4,9	5,7	3,7	2,1	0,6	-0,1	-0,8	-3,1	-3,4	-4,7	-2,7	-4,0
CEMAC	4,1	3,8	4,0	4,4	4,2	3,3	3,1	2,7	2,0	1,8	1,5	1,9	1,4
UEMOA	3,7	3,4	2,5	2,6	3,6	3,6	3,7	1,5	0,6	0,8	-1,2	0,2	-0,4
Zone Euro	1,7	2,0	2,2	2,4	2,5	2,3	2,2	2,2	1,7	2,0	2,0	2,0	2,2
France	1,4	1,6	1,7	1,8	1,8	0,9	0,9	0,9	0,6	0,9	0,9	0,7	1,0
Etats-Unis	1,6	1,9	2,3	2,6	2,4	2,4	2,0	1,9	2,1	2,2	2,4	2,7	2,5

Sources : FMI, Administrations nationales et BEAC

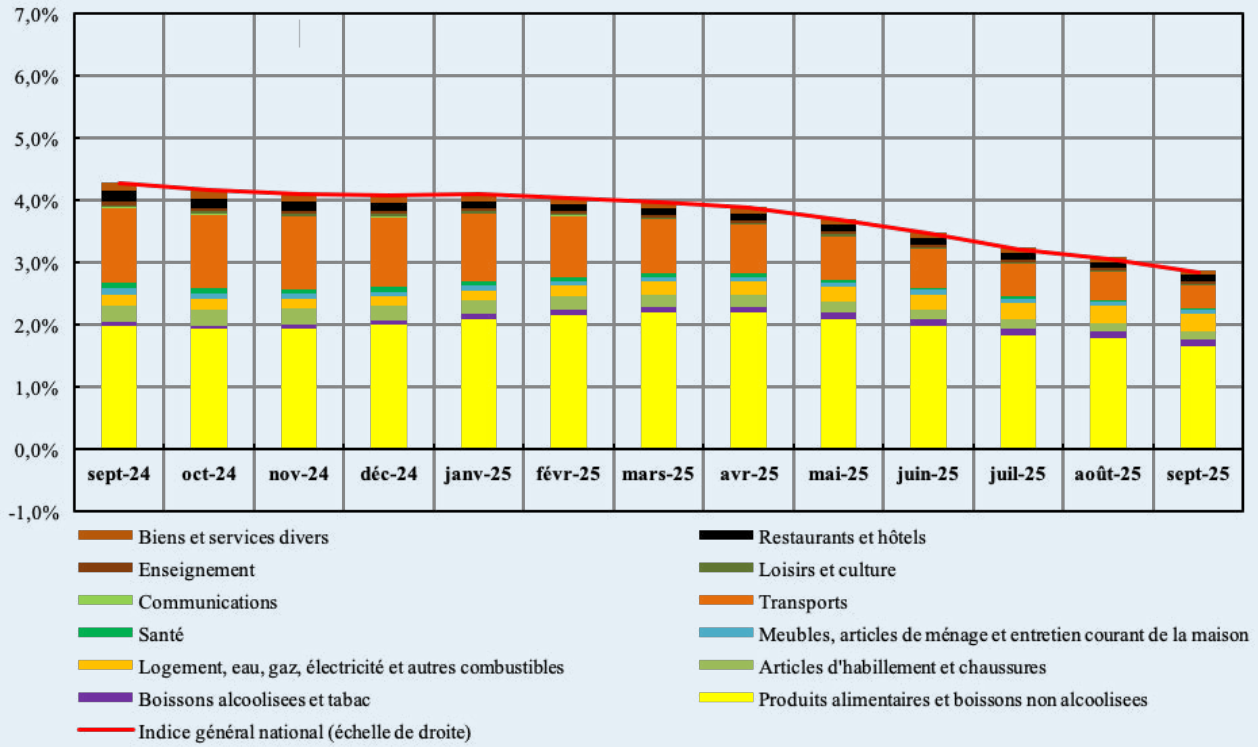
## T4. Indice des prix de la CEMAC par fonction de consommation

Base 100 : Année 2011

POSTES DE CONSOMMATION	sept-24	oct-24	nov-24	déc-24	janv-25	févr-25	mars-25	avr-25	mai-25	juin-25	juil-25	août-25	sept-25	Moy. Ann.	Gli. Ann.
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	131,4	131,2	131,4	132,8	131,2	130,5	131,0	130,9	131,6	132,3	133,0	133,7	133,8	3,9%	3,9%
Boissons alcoolisées et tabac	114,7	114,4	115,3	115,7	116,2	116,2	117,0	117,9	117,5	118,0	118,0	117,9	118,6	3,9%	3,6%
Articles d'habillement et chaussures	115,6	115,7	116,0	117,2	115,6	115,7	115,8	115,9	115,8	115,5	115,6	115,9	115,9	1,4%	0,3%
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	111,2	111,1	111,9	112,6	113,6	113,8	113,9	113,3	113,5	113,8	114,0	114,1	113,9	3,0%	2,1%
Meubles, articles de ménage et entretien courant de la maison	116,0	115,8	115,9	115,9	116,4	116,6	116,6	116,9	116,8	116,6	116,5	116,6	116,2	1,2%	1,0%
Santé	105,8	105,9	105,9	106,2	104,9	105,0	105,0	105,0	105,2	105,0	105,1	105,3	105,1	0,4%	-0,3%
Transports	135,1	135,9	136,4	137,2	134,7	135,7	135,7	135,5	135,2	135,9	135,7	136,0	135,6	3,6%	0,1%
Communications	103,2	103,2	103,4	103,7	100,7	100,7	100,8	101,0	101,0	101,0	101,0	101,1	101,1	-0,8%	-2,1%
Loisirs et culture	107,8	107,9	107,7	107,9	107,7	107,9	107,8	108,2	107,9	107,8	107,9	107,6	107,5	0,8%	-0,1%
Enseignement	110,5	110,9	111,1	111,1	111,0	111,1	111,2	111,0	111,1	110,9	111,1	111,4	111,4	1,6%	1,1%
Restaurants et hôtels	115,7	115,9	116,1	116,4	115,6	115,6	116,3	116,9	117,1	117,2	117,3	117,2	117,3	1,3%	1,9%
Biens et services divers	113,5	113,6	113,8	114,1	113,7	114,0	113,9	114,1	113,9	114,1	114,3	114,4	114,4	1,7%	0,8%
Indice général	120,9	121,0	121,2	122,0	121,1	121,0	121,4	121,4	121,6	121,9	122,3	122,6	122,7	2,8%	2,0%
Energie	111,6	111,8	112,8	113,9	117,6	117,9	117,5	117,0	116,7	116,9	117,3	117,2	116,5	5,9%	3,7%
Produits frais	136,5	135,4	136,0	137,7	134,8	134,1	134,8	135,5	136,2	137,9	139,0	140,8	141,1	5,9%	3,6%
Hors énergie et produits frais	95,9	96,0	96,2	96,7	96,8	97,0	97,7	97,4	97,4	97,3	97,4	97,5	97,6	2,7%	1,2%
Importé	117,4	117,5	118,0	118,4	117,2	117,5	117,8	117,5	117,9	117,3	117,4	117,8	117,7	2,3%	0,1%
Local	121,8	121,8	122,1	123,0	122,1	121,9	122,6	122,5	122,6	123,3	123,7	124,0	124,2	3,1%	1,8%
Durable	116,5	116,2	116,5	114,7	113,1	116,1	116,7	116,2	115,7	116,6	116,4	116,5	116,7	0,9%	2,2%
Non-durable	127,0	126,7	127,1	128,6	127,2	126,3	126,6	127,1	127,3	127,8	128,5	129,0	129,2	3,8%	1,2%
Semi-durable	113,0	113,0	113,3	114,1	113,5	113,6	114,3	113,7	113,5	113,5	113,5	113,7	113,7	1,7%	0,6%
Services	114,2	114,5	114,9	115,4	115,1	115,4	116,5	115,9	116,1	116,1	116,1	116,2	116,3	2,5%	1,8%
Primaire	144,2	142,8	142,5	144,5	142,0	140,9	141,1	141,9	142,6	144,0	145,5	146,4	146,9	5,5%	2,1%
Secondaire	113,2	113,4	114,0	114,6	113,9	114,2	114,8	114,6	114,7	114,7	114,7	115,1	115,2	1,9%	1,4%
Tertiaire	114,2	114,5	114,9	115,4	115,1	115,4	116,5	115,9	116,1	116,1	115,7	115,8	115,9	2,4%	1,8%
Hors Alimentation	115,6	115,8	116,1	116,6	115,8	116,0	116,2	116,3	116,2	116,3	116,4	116,5	116,4	1,9%	0,8%

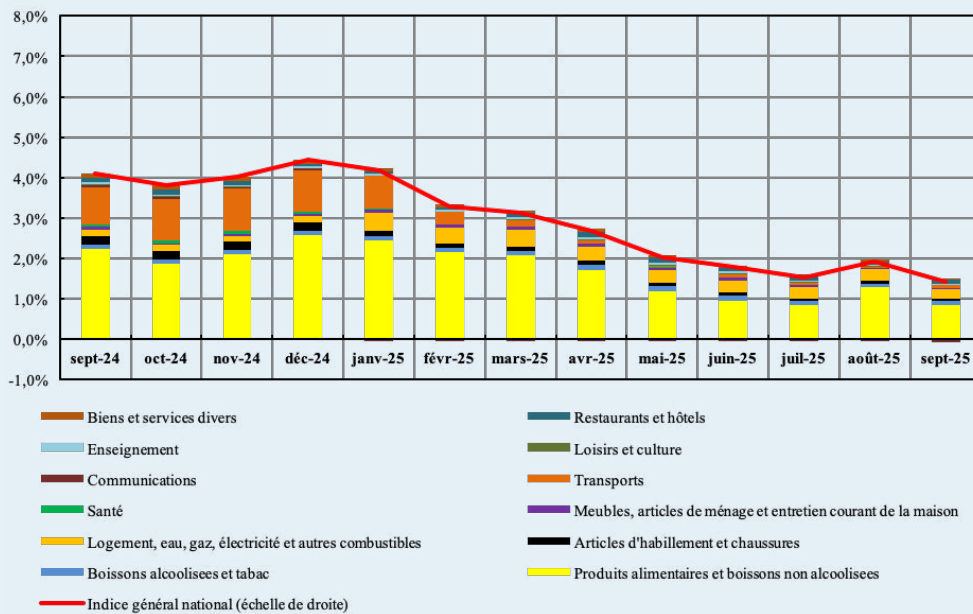
**Sources :** Administrations nationales et BEAC

### G9 : Contributions absolues des fonctions de consommation à l'IPC de la CEMAC (en moyenne annuelle)



Sources : Administrations nationales et BEAC

### G10 : Contributions absolues des fonctions de consommation à l'IPC dans la CEMAC (en glissement annuel)



Sources : Administrations nationales et BEAC

```
import "../index.css";
import { ReactComponent as ArrowIcon } from "../assets/icons/arrow";
import { ReactComponent as BoltIcon } from "../assets/icons/bolt";
import { ReactComponent as RightArrowIcon } from "../assets/icons/right-arrow";
import React, { useState, useEffect, useRef } from "react";
import { CSSTransition } from "react-transition-group";
```

## 3. BALANCE DES PAIEMENTS ET COMPETIVITE

### 3.1 Balance des paiements

Le déficit de la balance des transactions courantes, dons inclus, se creuserait pour atteindre 2,2 % du PIB en 2025 (soit 1 732,5 milliards), contre 0,2 % du PIB en 2024. Cette détérioration résulterait principalement du recul des exportations, consécutif essentiellement à la baisse des cours internationaux du pétrole de 14,9 %, ramenant le prix moyen du baril à 67,0 dollars. En termes de contribution, la dégradation de 2,0 points du solde courant entre 2024 et 2025 serait essentiellement imputable à la baisse des exportations pétrolières (-3,0 points). Cette évolution serait partiellement atténuée par : (i) la hausse des exportations non pétrolières (+0,6 point), (ii) la réduction du déficit de la balance des services (+0,5 point) et (iii) l'amélioration du solde de la balance des revenus (+0,6 point). En particulier, le déficit de la balance des services passerait de 5,5 % du PIB en 2024 à 4,8 % en 2025, tandis que celui de la balance des revenus reculerait de 5,1 % à 4,4 % du PIB.

Le solde net créditeur du compte de capital progresserait légèrement, passant de +0,4 % du PIB en 2024 à +0,6 % en 2025 (443,4 milliards). Par ailleurs, le compte financier évoluerait d'une position débitrice nette de - 0,7 % du PIB en 2024 (-550,4 milliards) à une position créditrice nette de +1,5 % du PIB en 2025 (+1 164,1 milliards), principalement en raison de l'accroissement des passifs nets des « autres investissements », qui passeraient de - 265,7 milliards à +1 402,2 milliards.

Au total, le solde global de la balance des paiements afficherait un déficit de 0,2 % du PIB en 2025, après -0,5 % en 2024. Cette évolution résulterait de la dégradation du solde courant (- 2,0 points) et de la baisse des passifs nets au titre des investissements directs étrangers (-0,3 point), compensées par la hausse des passifs nets des « autres investissements » (+2,5 points). Le financement du déficit se ferait par une réduction des avoirs de réserve de 44,3 milliards et une augmentation des arriérés de paiements de 80,7 milliards. En fin d'année, le stock de réserves officielles couvrirait environ 4,59 mois d'importations de biens et services, contre 4,82 mois en 2024, traduisant une stabilité relative de la capacité de financement extérieur.

**T5 : Soldes de la balance des paiements**  
(en % du PIB)

	Solde des transactions courantes			Solde du compte de capital et d'opérations financières			Solde global		
	2023	2024	2025 Prev.	2023	2024	2025 Prev.	2023	2024	2025 Prev.
Cameroun	-4,1	-2,9	-2,3	2,8	3,8	2,9	-0,9	0,8	0,6
République Centrafricaine	-3,8	-9,8	-0,7	5,9	10,9	5,2	3,2	1,7	4,5
Congo	-4,5	-9,9	-10,2	8,3	14,7	12,5	4,6	0,6	2,3
Gabon	10,6	10,3	0,6	-6,2	-10,0	-1,5	0,4	-2,8	2,2
Guinée-Equatoriale	-3,3	5,5	1,1	0,3	-8,8	-2,2	-1,3	-3,1	-4,4
Tchad	5,0	4,0	0,9	2,8	3,8	2,9	1,5	3,7	-3,5
CEMAC	-0,4	-0,2	-2,2	0,9	-0,3	2,0	0,0	0,2	-0,2

Source : BEAC

## T6 : Solde de la balance commerciale

	Exportations			Importations			Balance commerciale		
	(variation en %)			(variation en %)			(en milliards de FCFA)		
	2023	2024	2025 Prev.	2023	2024	2025 Prev.	2023	2024	2025 Prev.
Cameroun	-10,9	9,2	7,8	3,9	-0,6	8,3	-843,9	-460,3	-522,6
République Centrafricaine	1,7	-29,2	220,0	-0,1	25,6	-1,5	-160,2	-257,9	-91,0
Congo	-21,7	2,9	-13,1	52,4	11,7	-2,2	1 842,6	1 651,8	1 098,3
Gabon	-10,2	1,8	-12,3	-7,6	8,1	2,0	3 407,9	3 481,2	2 562,8
Guinée-Equatoriale	-52,8	-5,7	-32,7	-13,4	-55,8	2,4	981,5	1 393,7	793,0
Tchad	3,1	1,4	-13,9	19,3	16,3	2,9	1 532,4	1 336,9	866,4
CEMAC	-19,4	0,9	-9,9	13,8	0,8	5,4	7 024,6	7 099,0	4 571,9

Source : BEAC

### 3.2 Compétitivité

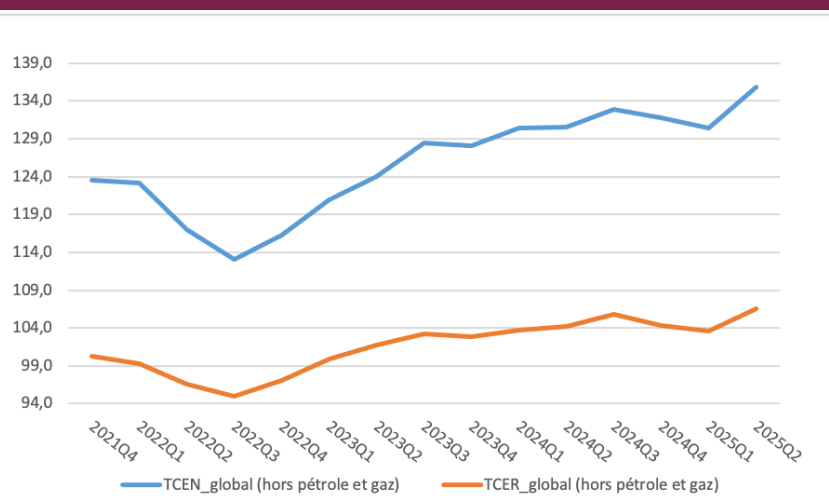
Au troisième trimestre 2025, le taux de change effectif réel (TCER) global de la CEMAC, qui mesure la compétitivité-prix, s'est de nouveau apprécié, indiquant une persistance de la perte de positions concurrentielles sur les marchés internationaux par rapport au trimestre précédent. En conséquence, en moyenne trimestrielle, le TCER global a progressé de 1,2 %, à la suite de la hausse de 2,8 % au trimestre précédent et une réduction.

La perte de positions concurrentielles enregistrée sur les marchés internationaux des économies de la CEMAC au troisième trimestre 2025 est consécutive à la dégradation de la compétitivité, sur le front des importations (1,5 %) et des exportations (0,4 %). Entre le deuxième et le troisième trimestre 2025, le TCER a été inférieur au taux de change effectif nominal (TCEN), révélant un différentiel d'inflation favorable aux pays de la CEMAC, en comparaison à leurs clients et fournisseurs. En moyenne, le taux d'inflation sous-régional est moins élevé par rapport aux partenaires commerciaux. Ainsi, en variation trimestrielle, le taux d'inflation de la CEMAC a progressé de 0,8 % au troisième trimestre 2025, contre 0,4 % au trimestre précédent.

En termes réels, le FCFA s'est apprécié par rapport au dollar américain (3,1 %) au yuan chinois (2,4 %), à la livre sterling britannique (2,3 %) et à l'euro (0,2 %). En termes de contributions à la variation du TCER global de la CEMAC au troisième trimestre 2025, le TCER des importations a participé à hauteur de 1,1 point et celui des exportations de 0,1.

En variation trimestrielle, le TCER (hors pétrole et gaz naturels) s'est apprécié de 1,2 % au troisième trimestre 2025, après une appréciation de 2,8 % au trimestre précédent, alors que le TCER (pétrole et gaz naturels inclus) a progressé de 1,6 % au troisième trimestre 2025.

## G11 : Evolution du TCER/TCEN



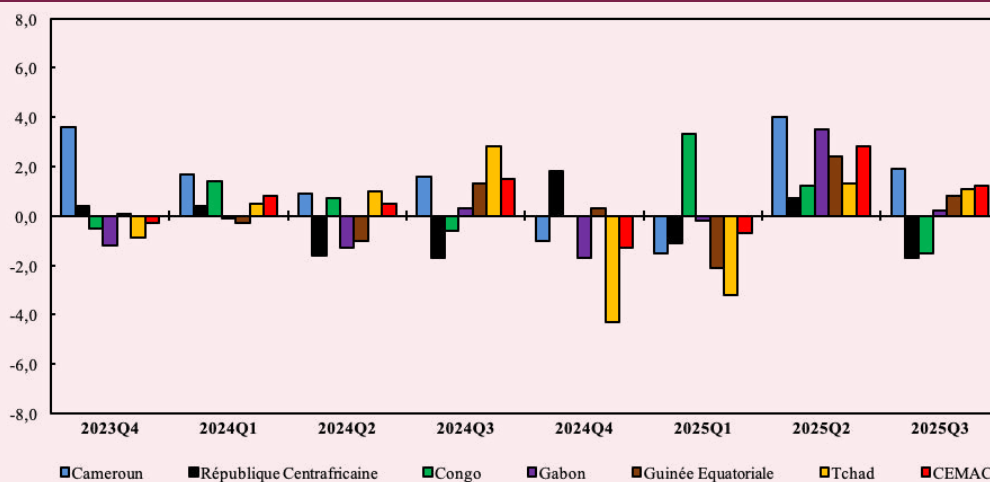
Source : BEAC

## T7 : Compétitivité (variations en %)

	TCER composite (*)				TCER des exportations				TCER des importations			
	2024 Q4	2025 Q1	2025 Q2	2025 Q3	2024 Q4	2025 Q1	2025 Q2	2025 Q3	2024 Q4	2025 Q1	2025 Q2	2025 Q3
Cameroun	-1,0	-1,5	4,0	1,9	-1,0	-1,0	4,4	2,0	-1,0	-1,8	3,7	1,8
République Centrafricaine	1,8	-1,1	0,7	-1,7	2,3	-2,5	1,0	-1,6	1,6	-0,8	0,6	-1,7
Congo	0,0	3,3	1,2	-1,5	0,3	1,8	0,7	-1,6	-0,1	3,7	1,3	-1,5
Gabon	-1,7	-0,2	3,5	0,2	-2,1	-0,5	3,9	-0,2	-1,0	0,2	2,8	1,0
Guinée-Equatoriale	0,3	-2,1	2,4	0,8	0,6	-2,7	2,4	0,8	-0,1	-0,8	2,3	1,0
Tchad	-4,3	-3,2	1,3	1,1	-4,6	-3,7	0,3	0,2	-4,1	-2,8	2,3	1,8
CEMAC	-1,3	-0,7	2,8	1,2	-1,4	-1,3	2,0	0,4	-1,3	-0,5	3,1	1,5

Source : BEAC

## G12 : Evolution de l'indice composite du TCER



Source : BEAC



## 4. SECTEUR PUBLIC

### 4. Finances publiques et endettement

La situation des finances publiques s'améliorerait légèrement avec un solde budgétaire (base engagements, hors dons) passant de -1,6 % du PIB en 2024 à -1,4 % du PIB en 2025. Cette évolution résulterait principalement de la baisse des recettes pétrolières (-0,6 point) et de l'augmentation des dépenses courantes (1 point), en dépit de la hausse des recettes non pétrolières (1,1 point), insuffisante pour combler le déficit. La hausse des dépenses publiques serait liée à l'accroissement des dons (0,2 point), appuyé par l'organisation de scrutins politiques prévus dans certains pays de la CEMAC, notamment au Cameroun, en République Centrafricaine et au Gabon. Quant à l'augmentation des recettes non pétrolières, elle découlerait des efforts de mobilisation des recettes, notamment grâce à l'informatisation accrue du processus de collecte des recettes fiscales et à l'élargissement de la base fiscale, mis en œuvre dans la plupart des Etats de la CEMAC.

Concernant l'orientation de la politique budgétaire des pays de la CEMAC, celle-ci devrait rester restrictive et procyclique en 2025. En effet, le solde primaire ajusté du cycle économique demeurerait positif, dans un contexte marqué par des efforts accrus de consolidation budgétaire, s'établissant à 0,7 % du PIB en 2025, contre 0,5 % du PIB l'année précédente, tandis que l'impulsion budgétaire serait à -0,2% du PIB en 2025.

La détérioration observée de l'écart de production dans la CEMAC, passé de -1,7 % en 2024 à - 1,8 % en 2025, reflète un niveau d'activité toujours inférieur au potentiel. Cette évolution s'expliquerait principalement par une baisse des exportations nettes passant de 3303 milliards en 2024 à 1390,3 milliards en 2025, en lien avec un ralentissement de l'activité pétrolière. Toutefois, l'impulsion budgétaire serait négative en 2025 (-0,2 %), en lien avec une orientation budgétaire de plus en plus restrictive.

Le solde budgétaire de référence, exprimé en pourcentage du PIB, s'établirait à 0,1 % en 2025, contre -1,2 % en 2024, demeurant ainsi supérieur à la norme communautaire fixée à -1,5 % du PIB. Cette amélioration du solde, résulterait principalement de la progression des recettes non pétrolières, lesquelles passeraient de 11,1 % du PIB en 2024 à 12,1 % en 2025. Cette évolution favorable serait attribuable aux efforts de consolidation budgétaire engagés par les États membres de la CEMAC.

Au total, la situation des finances publiques de la CEMAC afficherait, à la fin de l'année 2025, un déficit budgétaire, hors dons, de 1094,5 milliards, après 1 216,3 milliards l'année précédente. Avec une hausse des arriérés de paiements de 448,4 milliards, le déficit global (base caisse) des finances publiques s'élèverait à 646,1 milliards. Pour financer ce déficit, les États devraient mobiliser des tirages extérieurs à hauteur d'environ 1 818,6 milliards, emprunter 476,4 milliards auprès du système bancaire sous régional et bénéficier de dons à hauteur de 649,9 milliards auprès des partenaires financiers internationaux. Ces ressources permettraient d'amortir leurs dettes extérieures à hauteur de 1896,6 milliards et de réduire leur endettement vis-à-vis du système non bancaire de la CEMAC d'un montant de 402,3 milliards. Ainsi, le profil d'endettement des États de la CEMAC en 2025 se caractériserait par : (i) un encours de la dette globale de 51,1 % du PIB en 2025, contre 52,2 % du PIB un an plus tôt ; (ii) un ratio du service de la dette publique extérieure sur les recettes budgétaires de 17,4 %, contre 19,7 % l'année précédente ; et (iii) un ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations de 12,6 % en 2025, après le même taux en 2024.

### T8 : Evolution des finances publiques des pays de la CEMAC (en % du PIB)

	Solde budgétaire global, base engagements, dons compris			Recettes globales			Dépenses globales		
	2023	2024	2025 Prev.	2023	2024	2025 Prev.	2023	2024	2025 Prev.
Cameroun	-0,4	-1,4	-0,6	16,4	15,4	16,3	17,2	17,1	17,1
République Centrafricaine	-3,4	-5,2	-2,1	104,7	106,3	106,7	17,8	19,9	21,9
Congo	5,6	5,0	2,7	24,9	25,5	25,7	20,1	21,0	23,5
Gabon	2,4	-3,8	-3,7	23,1	21,3	19,7	21,4	24,3	22,6
Guinée-Equatoriale	2,5	-0,5	0,5	21,9	18,2	19,0	19,4	18,8	18,5
Tchad	-1,5	-2,1	-1,0	15,3	14,9	16,2	17,4	18,8	20,1
<b>CEMAC</b>	<b>0,8</b>	<b>-1,0</b>	<b>-0,6</b>	<b>18,9</b>	<b>17,7</b>	<b>16,2</b>	<b>18,6</b>	<b>19,3</b>	<b>19,5</b>

Sources : Administrations nationales et BEAC

### T9 : Evolution de la dette publique extérieure des pays de la CEMAC (en % du PIB)

	Encours de la dette extérieure (en % du PIB)			Service de la dette extérieure (en % des Xbsnf)			Service de la dette extérieure (en % des recettes budgétaires)		
	2023	2024	2025 Prev.	2023	2024	2025 Prev.	2023	2024	2025 Prev.
Cameroun	26,6	27,6	27,7	18,4	16,5	17,7	18,9	17,2	17,3
République Centrafricaine	21,0	20,2	20,4	0,4	0,4	0,6	3,8	3,5	3,2
Congo	42,8	41,1	40,1	15,0	14,8	9,2	32,8	31,4	17,0
Gabon	47,6	42,2	44,9	14,0	12,8	15,4	26,8	25,7	30,1
Guinée-Equatoriale	10,4	9,5	10,6	1,3	6,3	6,9	1,6	8,5	7,2
Tchad	12,1	12,9	12,4	8,5	6,3	7,1	16,1	11,5	9,9
<b>CEMAC</b>	<b>28,3</b>	<b>27,6</b>	<b>27,9</b>	<b>13,1</b>	<b>12,6</b>	<b>12,6</b>	<b>20,3</b>	<b>19,7</b>	<b>17,4</b>

Sources : Administrations nationales et BEAC

## 5. MONNAIE ET CREDIT

À fin septembre 2025, la masse monétaire au sens large (M2) de la CEMAC s'est établie à 21 813,0 milliards, en progression de 11,6 % en glissement annuel. Cette évolution résulte des principaux facteurs suivants :

- une progression modérée des avoirs extérieurs nets du système monétaire (+3,7 % à 2 576,6 milliards), dans un contexte de repli des réserves de change à partir du mois de juillet 2025, lesquelles se sont établies à 6 325,7 milliards, assurant une couverture de 4,12 mois d'importations de biens et services. Le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est situé à 67,64 % au 30 septembre 2025. Cette évolution a résulté notamment de divers règlements de dette, des paiements des dividendes et de la poursuite de la dynamique des importations de biens alimentaires, énergétiques et d'équipements dans plusieurs pays de la Sous-région, conjuguée avec un fléchissement des recettes d'exportation en lien avec la volatilité des cours internationaux du pétrole brut, ainsi que ceux de certains produits d'exportation tels que le coton et le cacao. Ces facteurs ont exercé une pression sur la position extérieure globale de la CEMAC, malgré les efforts de gestion active des réserves de change engagés par la BEAC ;
- une hausse soutenue des créances nettes du système monétaire sur les États (+12,5 % à 11 418,8 milliards), traduisant la persistance des besoins de financement public dans un contexte marqué par l'intensification des dépenses publiques, notamment liées à l'organisation des élections au Cameroun, aux investissements en infrastructures, à la mise en œuvre de politiques sociales et aux dépenses sécuritaires dans certains pays de la Sous-région. Le recours accru aux émissions de titres publics sur le marché régional, ainsi qu'au financement bancaire, traduit le niveau élevé du besoin de financement des États, mais appelle à une vigilance accrue, au regard des risques d'éviction du secteur privé et des pressions potentielles sur la liquidité bancaire ;
- une progression des crédits à l'économie, (+8,8 %, à 13 036,9 milliards), en lien avec la reprise graduelle de l'activité dans les secteurs productifs, notamment l'agro-industrie, le commerce, les services et certains segments du BTP. L'analyse par maturité révèle une hausse des crédits à court terme de 8,4 % (contribution de 4,6 points), à moyen terme de 8,4 % (contribution de 3,5 points) et à long terme de 21,2 % (contribution de 0,7 point). Cette structure reflète un financement davantage orienté vers les besoins de trésorerie des entreprises et la consolidation de certains investissements structurants, bien que la prédominance des crédits de court terme puisse contribuer à renforcer la demande intérieure et les tensions inflationnistes.

L'accroissement de M2 s'explique par les contributions positives des créances nettes sur les États (+6,5 points) et des crédits à l'économie (+5,4 points), partiellement compensées par la contribution négative des ressources non monétaires (- 0,7 point), traduisant une orientation prudente des agents économiques vers les placements financiers moins liquides.

S'agissant des composantes de M2, l'accroissement de la masse monétaire s'est principalement traduit par une hausse de la monnaie scripturale (5,3 points), de la monnaie fiduciaire (3,5 points) et des dépôts à terme monétaires (2,8 points), traduisant une augmentation généralisée des encaisses détenues par les agents économiques.

T10 : Agrégats de monnaie et de crédit (en millions de FCFA)

CEMAC	2024		2025											
	sept-24	oct-24	nov-24	déc-24	janv-25	févr-25	mars-25	avr-25	mai-25	juin-25	juil-25	août-25	sept-25	
Avoirs extérieurs nets	2 485 304	2 373 990	2 922 574	3 340 587	3 494 879	3 643 633	3 565 922	3 708 966	3 411 645	3 400 879	3 032 324	2 841 008	2 576 570	
dont BEAC	2 875 667	2 729 623	3 437 753	3 692 168	3 766 975	4 017 057	3 965 677	4 078 182	3 966 477	3 903 818	3 411 562	3 093 898	2 944 877	
Créances nettes sur l'Etat	10 153 414	10 005 986	10 314 513	10 270 361	10 257 500	10 437 372	10 701 565	10 424 539	11 139 092	10 873 503	11 046 791	11 184 014	11 418 811	
Crédits à l'économie	11 983 920	12 190 946	12 332 373	12 697 922	12 687 647	12 559 502	12 400 785	12 004 521	12 515 762	12 813 502	13 116 181	12 923 955	13 036 955	
Crédits à court terme	6 605 859	6 750 018	6 864 434	7 126 999	7 232 378	7 188 086	6 975 532	6 655 620	6 956 459	7 207 520	7 412 687	7 120 926	7 158 341	
Crédits à moyen terme	5 000 129	5 055 913	5 078 286	5 161 205	5 021 220	4 918 438	4 979 605	4 899 955	5 105 686	5 161 392	5 257 957	5 364 799	5 420 724	
Crédits à long terme	377 932	385 015	389 653	409 718	434 049	452 978	445 648	448 946	453 617	444 590	445 537	438 230	457 890	
Masse monétaire (M2)	19 538 824	19 476 971	20 380 431	20 988 648	21 034 867	21 037 018	21 331 379	21 341 166	21 789 807	21 838 520	21 944 714	21 922 198	21 813 041	
Monnaie fiduciaire	4 041 865	4 105 657	4 352 153	4 699 804	4 676 471	4 600 749	4 633 893	4 689 220	4 565 752	4 517 370	4 641 032	4 699 988	4 734 292	
Monnaie scripturale	10 381 517	10 315 848	10 966 044	11 116 644	10 961 618	11 242 684	11 298 070	11 360 471	11 742 558	11 789 086	11 776 989	11 640 484	11 415 148	
Quasi-monnaie	5 115 442	5 055 466	5 062 233	5 172 199	5 396 779	5 193 585	5 399 416	5 291 475	5 481 498	5 532 064	5 526 693	5 581 726	5 663 601	
Taux de couverture extérieure de la monnaie (en %)	71,85	69,78	74,94	74,90	74,60	76,61	75,20	75,58	74,84	73,58	71,17	67,70	67,64	

Source : BEAC

T11 : Agrégats de monnaie et de crédit (en glissement annuel)

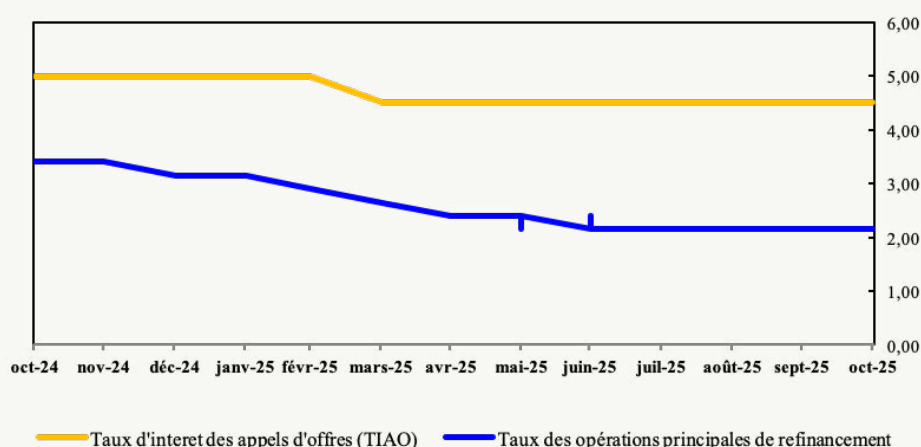
CEMAC	2024		2025											
	sept-24	oct-24	nov-24	déc-24	janv-25	févr-25	mars-25	avr-25	mai-25	juin-25	juil-25	août-25	sept-25	
Avoirs extérieurs nets	11,5%	14,5%	27,6%	11,7%	22,0%	28,3%	32,9%	37,6%	14,8%	32,3%	15,7%	2,2%	3,7%	
dont BEAC	1,3%	0,6%	17,6%	14,0%	20,6%	31,6%	35,8%	34,4%	32,5%	34,3%	28,1%	5,8%	2,4%	
Créances nettes sur l'Etat	9,2%	4,5%	9,9%	5,0%	2,8%	3,4%	6,3%	3,6%	11,4%	7,5%	4,6%	11,2%	12,5%	
Crédits à l'économie														
Crédits à court terme	10,6%	12,9%	12,9%	19,9%	20,1%	18,7%	17,1%	5,4%	9,5%	11,4%	13,7%	8,4%	8,8%	
Crédits à moyen terme	8,9%	12,4%	13,2%	20,5%	23,4%	22,2%	18,6%	7,7%	12,7%	15,5%	18,2%	7,0%	8,4%	
Crédits à long terme	13,7%	14,4%	13,1%	20,1%	15,6%	13,1%	14,5%	0,9%	4,2%	5,1%	7,1%	9,2%	8,4%	
Masse monétaire (M2)	6,0%	6,6%	9,1%	10,2%	11,0%	10,4%	10,6%	9,7%	9,8%	10,6%	10,1%	10,2%	11,6%	
Monnaie fiduciaire	6,3%	7,4%	11,3%	12,4%	17,5%	17,1%	16,3%	17,1%	14,5%	13,7%	14,7%	16,0%	17,1%	
Monnaie scripturale	7,9%	8,9%	13,4%	14,0%	11,1%	12,6%	10,9%	11,7%	10,0%	9,8%	9,4%	8,5%	10,0%	
Quasi-monnaie	2,3%	1,4%	-0,8%	1,0%	5,8%	1,1%	5,5%	0,2%	5,7%	9,8%	8,0%	9,3%	10,7%	
Contribution à la croissance de M2 (En point de pourcentage)														
Avoirs extérieurs nets	1,4	1,6	3,4	1,8	3,3	4,2	4,6	5,2	2,2	4,2	2,1	0,3	0,5	
Créances nettes sur l'Etat	4,6	2,4	5,0	2,6	1,5	1,8	3,3	1,8	5,7	3,9	2,4	5,7	6,5	
Crédits à l'économie	6,2	7,6	7,5	11,1	11,2	10,4	9,4	3,2	5,5	6,6	7,9	5,0	5,4	
Autres postes nets	-6,2	-5,1	-6,8	-5,3	-5,0	-5,9	-6,7	-0,6	-3,7	-4,1	-2,3	-0,8	-0,7	

Source : BEAC

## 6. MARCHES MONETAIRE ET DES TITRES PUBLICS

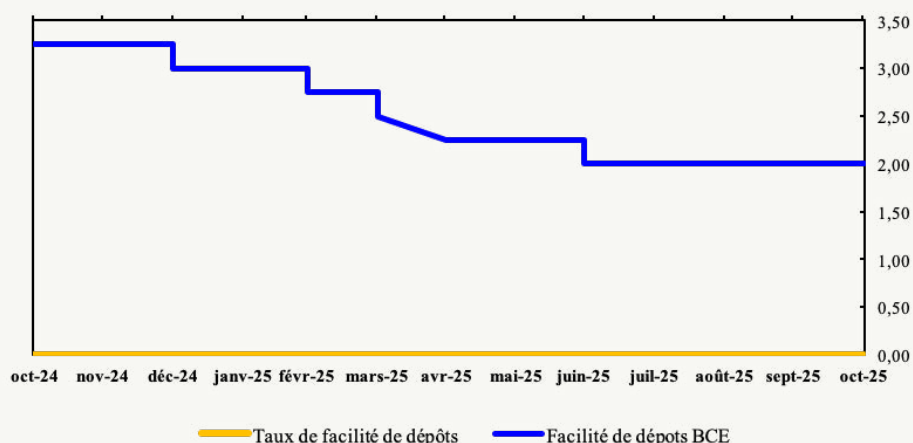
Au cours du troisième trimestre 2025, le marché monétaire a été marqué par une augmentation des activités sur la plupart des compartiments. Sur le compartiment des interventions de la Banque Centrale, l'encours moyen mensuel des injections dans le système bancaire est ressorti à 2 167,3 milliards en octobre 2025, contre 1 386,6 milliards trois mois plus tôt, en augmentation de 56,3 % (780,7 milliards), dans un contexte de chute (- 41,8 % à 500,8 milliards) des réserves brutes des banques de la CEMAC avant les opérations de politique monétaire. Sur le compartiment interbancaire, il a été observé un recul de l'encours des prêts de 919,7 milliards à 880,8 milliards, et un accroissement du TIMP à 7 jours des opérations en blanc de 5,82 % à 7,00 %. S'agissant du compartiment des valeurs du Trésor, il s'est caractérisé par une hausse du volume des opérations sur le marché primaire, une baisse des taux de couverture des émissions des BTA, un accroissement des taux de couverture des OTA et une augmentation des coûts d'émission.

G13. Evolution comparée du TIAO et du taux des opérations principales de refinancement la BCE



Sources : BEAC et BCE

G14. Evolution comparée des taux de facilité de dépôts de la BCE et de la BEAC



Sources : BEAC et BCE

Le compartiment des valeurs du Trésor s'est caractérisé entre septembre 2024 et septembre 2025 par : i) une forte hausse du volume des opérations sur le marché primaire, avec une augmentation de l'encours des valeurs du Trésor de 26,2 % à 8 672,4 milliards et une hausse des montants levés de 2,0 % à 5 127,8 milliards ; ii) une baisse des taux de couverture des émissions et une augmentation des coûts d'émission ; et iii) un dynamisme accru sur le marché secondaire des opérations d'achats-ventes fermes, de pension livrée interbancaire et des transferts franco de titres. Entre juin 2024 et juin 2025, 431 appels d'offres sur les bons et les obligations du Trésor assimilables ont permis de mobiliser un montant total de 5 127,8 milliards, soit 3 192,4 milliards en bons du Trésor assimilables (BTA) et 1 935,3 milliards en obligations du Trésor assimilables (OTA).

A l'instar du marché primaire, le marché secondaire des titres publics s'est montré particulièrement actif au cours de la période considérée. Trois catégories d'opérations y sont effectuées : les achats-ventes fermes, les pensions livrées interbancaires, et les transferts franco, qui s'opèrent sans échange de liquidités entre investisseurs. En termes de volume, 1 933 opérations d'achats-ventes de titres ont été réalisées entre septembre 2024 et septembre 2025, pour une valeur nominale de 4 595,4 milliards, dont 4 505,2 milliards effectivement échangés en espèces. Cette dynamique marque une nette progression par rapport à la période précédente, au cours de laquelle 1 912 opérations avaient été enregistrées pour une valeur nominale totale de 4 432,6 milliards, dont 4 378,0 milliards échangés en espèces. Les opérations de transferts franco de titres ont également progressé au cours de la période analysée. Entre septembre 2024 et septembre 2025, 6 014 opérations ont été effectuées pour une valeur nominale totale de 10 178,8 milliards, contre 5 165 opérations portant sur 6 077,7 milliards entre septembre 2023 et septembre 2024.

Par ailleurs, les activités boursières sous-régionales ont présenté des évolutions contrastées : tandis que les volumes et les valeurs des opérations, notamment les transferts franco et les nantissements, ont progressé, la capitalisation boursière globale des titres cotés a enregistré un léger repli. En effet, entre septembre 2024 et septembre 2025, la capitalisation des titres cotés a diminué de 0,31 %, pour atteindre 1 793,4 milliards, contre 1 798,9 milliards observés un an auparavant. Cette baisse s'explique principalement par la sortie de cote des titres arrivés à échéance, malgré l'appréciation observée sur certaines valeurs.

T12 : Taux directeurs de la BEAC et de la BCE

	2024			2025									
	oct-24	nov-24	déc-24	janv-25	févr-25	mars-25	avr-25	mai-25	juin-25	juil-25	août-25	sept-25	oct-25
Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO)	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50	4,50
Taux interbancaire moyen pondéré (TIMP)	6,96	6,90	6,56	6,50	6,64	6,80	6,57	6,50	6,21	6,46	6,42	6,44	6,36
Taux de la facilité de prêt marginal	6,75	6,75	6,75	6,75	6,75	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00
Taux de la facilité de dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
Taux créditeur minimum (TCM)	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45	2,45
Taux d'intérêt de la zone Euro													
Taux des opérations principales de refinancement													
Facilité de dépôts	3,40	3,40	3,15	3,15	2,90	2,65	2,40	2,40	2,15	2,15	2,15	2,15	2,15

Sources : BEAC et BCE

## 7. RESERVES DES BANQUES

Entre juillet et octobre 2025, les réserves brutes du système bancaire de la CEMAC, avant les opérations de politique monétaire, ont régressé de 187,70 %, passant d'un excédent de 406,5 milliards à un déficit de 356,5 milliards en octobre 2025. La diminution de la liquidité injectée à travers les facteurs autonomes de la liquidité bancaire (FALB), dont le solde moyen est revenu de 1 154 milliards en juillet 2025 à 805 milliards trois mois plus tard (-349 milliards), a contribué à la baisse des réserves brutes du système bancaire. L'évolution du solde des FALB, a été principalement soutenue par le recul des avoirs extérieurs nets, et dans une moindre mesure par la hausse de la circulation fiduciaire. En effet, les effets restrictifs sur la liquidité du système bancaire, induits par les dynamiques de ces deux facteurs, n'ont pas pu être contrecarrés par les effets expansifs découlant de l'accroissement des autres facteurs (créances nettes sur les gouvernements et autres postes nets).

Concernant les réserves obligatoires, le montant moyen mensuel à constituer par les assujettis a augmenté de 10,3 milliards par rapport à juillet 2025, pour s'établir à 1 228,2 milliards en octobre 2025. Pour ce même mois, l'encours moyen des réserves libres du système bancaire (573,8 milliards) a représenté 46,8 % des réserves requises contre 55,2 % un an auparavant. Le nombre d'établissements de crédit en déficit de constitution des réserves obligatoires a reculé de huit à six entre juillet et octobre 2025.

En déduisant les réserves obligatoires des réserves brutes, avant les opérations de politique monétaire, le déficit de liquidité du système bancaire s'est creusé sur la période sous revue, passant de 817,1 milliards à 1 589,3 milliards entre juillet et octobre 2025. Pour combler ce déficit, la BEAC a augmenté l'encours de ses avances au système bancaire. En effet, sur le compartiment des interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire, l'encours moyen mensuel des injections dans le système bancaire est ressorti à 2 167,3 milliards en octobre 2025 contre 1 386,6 milliards trois mois plus tôt, en augmentation de 56,31 % (780,7 milliards). Ces concours sont constitués : (i) des opérations principales d'injection de liquidités dont l'encours moyen a progressé de 451,3 milliards à 714,5 milliards ; (ii) des avances au titre de la facilité de prêt marginal dont le volume est passé de 812,4 milliards à 1 344,3 milliards ; (iii) des avances intra-journalières qui ont baissé de 13,4 milliards à 8,8 milliards ; et (v) des avances octroyées via le guichet spécial de refinancement qui ont diminué de 103,3 milliards, en juillet 2025, à 99,7 milliards trois mois plus tard, avec des remboursements effectués à fin octobre 2025.

### T13 : Evolution des principaux indicateurs de la liquidité (en millions de FCFA)

2024

2025

juin-24      juil-24      août-24      sept-24      oct-24      nov-24      déc-24      janv-25      mars-25      avr-25      mai-25      juin-25

Réserves totales\*      3 385 253      3 152 894      3 343 690      3 197 477      3 080 394      3 542 800      3 569 985      3 742 309      3 787 130      3 741 633      3 633 850      3 829 330      3 624 811

Réserves libres      2 308 278      2 069 921      2 249 449      2 099 474      1 982 391      2 444 796      2 440 723      2 600 288      2 651 374      2 605 876      2 498 094      2 693 573      2 430 307

Réserves obligatoires\*\*      1 076 974      1 082 973      1 094 242      1 098 003      1 098 003      1 098 003      1 129 262      1 142 021      1 135 757      1 135 757      1 135 757      1 135 757      1 194 504

Réserves / Dépôts      22,0%      20,4%      21,6%      21,1%      20,5%      22,6%      22,4%      23,3%      23,5%      22,8%      22,3%      22,7%      21,6%

Dépôts/ Crédits à l'économie      138,7%      139,1%      133,8%      130,7%      129,1%      133,0%      133,2%      133,9%      135,9%      137,9%      142,1%      140,7%      138,7%

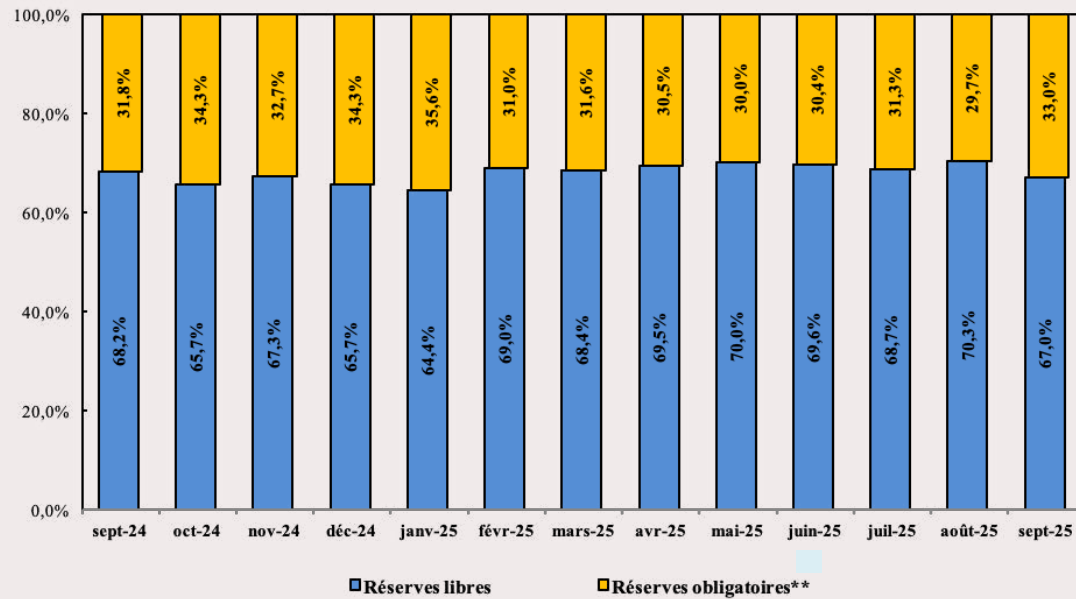
Réserves/ Total bilan      14,1%      13,0%      13,6%      12,8%      12,2%      13,4%      13,6%      13,8%      14,3%      14,1%      13,8%      14,1%      13,3%

Réserves libres / Réserves Obligatoires      214,3%      191,1%      205,6%      191,2%      180,5%      222,7%      216,1%      227,7%      233,4%      229,4%      219,9%      237,2%      203,5%

Réserves libres / Crédits à l'économie      20,8%      18,6%      19,5%      18,2%      17,0%      20,7%      20,4%      21,7%      22,4%      21,9%      21,7%      22,4%      20,1%

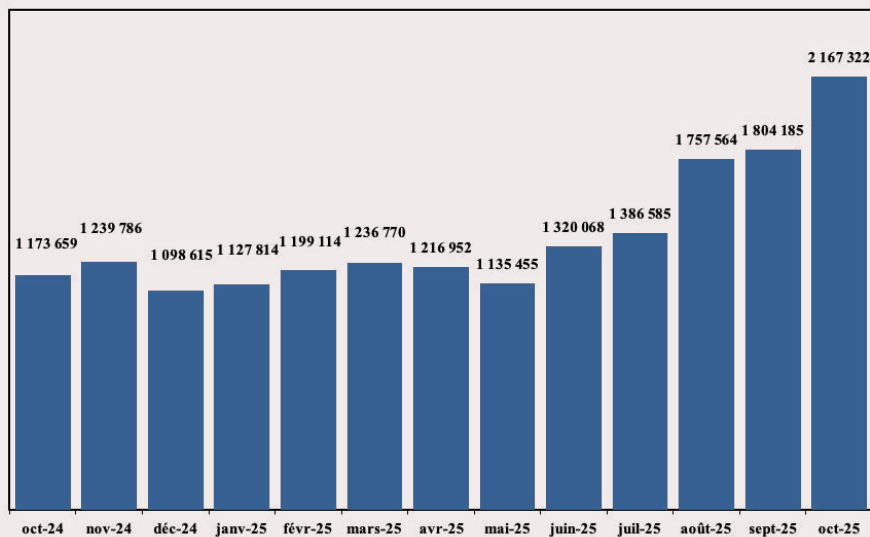
Source : BEAC

## G15 : Evolution de la structure des réserves des banques de la CEMAC



Source : BEAC

## G16 : Evolution du volume des interventions de la BEAC sur le marché monétaire de la CEMAC (en millions de FCFA)



Source : BEAC

## Annexe n°1 : Cours des principaux produits de base exportés par la CEMAC

Produit	Unité	sept-24	oct-24	nov-24	déc-24	janv-25	févr-25	mars-25	avr-25	mai-25	juin-25	juil-25	août-25	sept-25
<b>Pétrole</b>														
Crude oil, average	\$/baril	72,4	74,0	72,3	72,3	78,2	73,8	70,7	65,9	62,7	69,1	69,2	66,7	66,5
Gaz naturel et méthanol	(\$/mmbtu)													
Europe	(\$/mmbtu)	11,8	12,9	13,9	13,9	14,7	15,3	13,2	11,6	11,7	12,4	11,6	11,1	11,1
Etats-Unis	(\$/mmbtu)	2,3	2,2	2,1	3,0	4,1	4,2	4,1	3,4	3,1	3,0	3,2	2,9	3,0
Japon	(\$/mmbtu)	13,0	12,9	12,8	12,6	13,2	12,8	12,7	12,7	12,3	12,3	11,9	11,8	11,7
<b>Bois</b>														
Bois bruts, même écorcés, dés-sabliérés ou équarris	\$/m3													
Bois sciés (yvp Feuilles de placage & feuilles pour contre-plaqués)	\$/m3	272,9	258,9	252,4	249,4	246,3	258,0	262,0	268,6	267,9	272,2	272,4	271,4	272,7
Fer	(\$/dmtu)	633,2	625,7	610,6	605,9	591,8	600,6	618,6	630,2	640,4	649,4	647,3	644,1	647,1
Aluminium	(\$/mt)	92,8	101,4	100,5	102,2	99,6	105,1	100,1	97,2	97,0	92,3	97,3	99,7	103,3
Diamant	(\$/carat)	2 449,9	2 595,6	2 582,2	2 541,0	2 573,4	2 657,6	2 658,3	2 371,6	2 448,8	2 526,0	2 606,4	2 597,3	2 653,3
Or	(\$/troy oz)	204,8	204,8	204,8	204,8	210,8	211,8	212,8	213,8	214,8	215,8	216,8	217,8	218,8
Manganèse	\$/kg	2 570,6	2 690,1	2 651,1	2 648,0	2 709,7	2 894,7	2 983,3	3 217,6	3 309,5	3 352,7	3 340,2	3 368,0	3 667,7
Cacao	\$/kg	2,3	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,3	2,3	2,3	2,2	2,2	2,3	2,4
Riz	(\$/mt)	6,5	6,7	7,9	10,3	10,7	9,9	8,1	8,1	9,0	8,4	7,4	7,6	7,0
Caoutchouc	(\$/kg)	560,2	512,2	499,3	506,2	462,1	420,4	404,4	397,7	407,9	399,4	380,2	368,7	366,9
Coton	(\$/kg)	2,7	2,6	2,3	2,4	2,4	2,4	2,4	2,1	2,2	2,2	2,2	2,1	2,1
Huile de palme	(\$/mt)	1,8	1,8	1,8	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Banane	(\$/kg)	982,8	1 077,3	1 168,6	1 189,7	1 070,3	1 067,3	1 069,0	994,4	907,6	935,4	976,4	1 026,1	1 038,4
Sucre	(\$/kg)	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,2	1,1	1,1	1,1
Tabac	(\$/mt)	0,4	0,5	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Café	(\$/kg)	4 951,4	4 960,3	6 338,6	5 150,9	6 519,4	5 312,6	5 335,2	6 870,9	5 525,3	6 986,5	6 321,9	5 860,4	5 907,1
Gomme arabique	\$/tonne	5,7	5,5	5,9	6,4	6,6	7,4	7,3	7,0	7,0	6,2	5,4	6,2	6,7
Viande de bœuf	(\$/kg)	2 896,5	2 830,5	2 759,4	2 720,2	2 689,3	2 706,2	2 810,3	2 917,8	2 936,2	2 999,9	3 001,7	3 045,4	3 035,2

Indice composite (cours exprimés en dollars) - Base 100 : janvier 2012

Indice global	82,2	83,7	84,9	90,3	96,7	92,5	86,2	81,8	80,8	84,5	82,4	80,7	79,6
Indice hors produits énergétiques	195,4	195,0	214,0	252,8	259,8	247,9	221,1	223,3	236,5	227,2	210,3	214,8	207,0
Indices des produits énergétiques	70,0	71,7	70,6	71,6	78,1	74,8	71,2	65,6	62,6	68,2	68,1	65,5	65,3
Indices des métaux et minéraux	66,0	62,8	62,9	61,8	63,0	65,6	65,0	66,1	64,3	63,4	64,0	64,0	66,7
Indices des produits forestiers	81,6	80,2	78,2	77,6	75,9	77,4	79,5	81,1	82,2	83,4	83,2	82,8	83,1
Indice des produits agricoles	226,7	228,3	258,7	319,3	330,4	310,2	267,8	269,9	290,5	275,9	249,7	256,9	243,4

Source : Banque Mondiale

## Annexe n°2 : Taux directeurs des principales Banques Centrales (en pourcentage)

	sept-24	oct-24	nov-24	déc-24	jan-25	févr-25	mars-25	avril-25	mai-25	juin-25	juil-25	août-25	sept-25
<b>Fédéral Reserve (Fed)</b>													
Taux des Fonds Fédéraux	4,75-5,00	4,75-5,00	4,50-4,75	4,25-4,50	4,25-4,50	4,25-4,50	4,25-4,50	4,25-4,50	4,25-4,50	4,25-4,50	4,25-4,50	4,25-4,50	4,00-4,25
<b>Bank of Japan (BoJ)</b>													
Taux au jour le jour	0,250	0,250	0,25	0,25	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50
<b>Bank of England (BoE)</b>													
Taux de prise en pension	5,000	5,000	4,75	4,75	4,75	4,50	4,50	4,50	4,25	4,25	4,50	4,25	4,00
<b>Banque du Canada</b>													
Taux de refinancement	4,250	3,750	3,75	3,25	3,00	3,00	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	2,75	2,50
<b>Banque Centrale Européenne (BCE)</b>													
Taux des principales opérations de refinancement	3,650	3,400	3,40	3,15	2,90	2,90	2,65	2,40	2,40	2,15	2,15	2,15	2,15
<b>BCEAO</b>													
Taux des pensions	5,50	5,50	5,50	5,50	5,50	5,50	5,50	5,50	5,50	5,25	5,25	5,25	5,25
Taux d'injection de liquidités	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	3,50	3,25	3,25	3,25	3,25
<b>Banque Centrale du Congo (BCC)</b>													
Taux directeur	25,00	25,00	25,00	25,00	25,00	25,00	25,00	25,00	25,00	25,00	25,00	25,00	25,00
<b>Central Bank Of Nigeria (CBN)</b>													
Taux directeur	18,75	18,75	18,75	18,75	18,75	18,75	18,75	18,75	18,75	18,75	18,75	18,75	18,75
<b>South Africa Reserve Bank (SARB)</b>													
Taux directeur	8,250	8,250	8,250	8,250	8,250	8,250	8,250	8,250	8,250	8,250	8,250	8,250	8,250

**Sources :** Fed, BoJ, BoE, Banque du Canada, BCE, BCEAO, BCC, CBN et SARB



## COMITÉ DE VALIDATION

Pour ce 27<sup>ème</sup> numéro du Bulletin Economique et Statistiques (BES), le Comité de validation s'est réuni le jeudi 18 décembre 2025 à 11h00 par visioconférence et en présentiel (dans la salle de réunion au 16<sup>ème</sup> étage) pour les membres présents aux Services Centraux.

Ont pris part à cette réunion, les membres nommés ci-après :

### PRÉSIDENT :

- **MOUNKALA Evrard Ulrich** : Directeur des Etudes, de la Recherche, des Statistiques et des Relations Internationales ;

### MEMBRES :

- **BELABOUT-OTAM Arlette** : Adjointe au Directeur des Etudes, de la Recherche, des Statistiques et des Relations Internationales, en charge du pôle « Etudes » ;
- **MBOHOU Louisa** : Chef du Service de l'Environnement International, en charge du Secrétariat de Politique Monétaire (DERSRI) ;
- **LONKENG Simplicie Duclair** : Chef du service de la Gestion des Activités de la Recherche et des Partenariats ;
- **AFOMONGONO Gabin Ferry** : Chef de service de la Conjoncture Sous-Régionale et des Etudes Sectorielles (DERSRI).



Mise en page et impression :

**SERVICE DE L'IMPRIMERIE DE LA BEAC**

736 avenue Monseigneur Vogt - B.P. 1917, Cameroun

Téléphone : (237) 22 23 40 30/60

Fax : (237) 22 23 33 29/50

E-mail : [beac@beac.int](mailto:beac@beac.int)

Site web : [www.beac.int](http://www.beac.int)